Extrait du Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org

Parler Franchement de l'Union Européenne

- PCF Vénissieux -

Date de mise en ligne : vendredi 24 avril 2009

Copyright © Communistes de Vénissieux

Les « députés européens » que nous allons élire en juin 2009 feront partie d'un parlement, qui ne dirige pas l'Europe, ses avis ne sont que consultatifs, même s'ils ne sont pas toujours inutiles (Cf directive Bolkenstein).

- Ainsi, le parlement européen refuse de voter l'approfondissement des relations avec Israël, pour sanctionner sa politique envers les Palestiniens ? L'UE se passe de son avis et décide, quelques jours avant l'agression contre Gaza, exactement le contraire !
- Le projet de Constitution est rejeté en 2005 par la France et les Pays Bas, qu'à cela ne tienne, l'UE sera régie par sa copie conforme, le Traité de Lisbonne, sur lequel les peuples n'ont pas été consultés directement (sauf l'Irlande, qui l'a refusé).

En fait, les décisions de l'UE sont prises en réunion des chefs d'Etat ou des ministres des pays membres. Dans l'intervalle, c'est la « Commission Européenne », dont les membres sont nommés, qui dirige l'UE.

Ce fonctionnement, peu démocratique, est ancré dans l'histoire même de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA 1951), devenue Communauté Economique Européenne (CEE 1957), puis « Union Européenne » (UE, 1992).

L'U.E. : une machine de guerre contre les travailleurs

Dans les années 50, les idéologues de la droite anticommuniste (Schumann, De Gasperi et Monnet) ont inventé « l'Europe » supranationale en pleine guerre froide. Leur objectif était double. Créer un grand marché, pour ouvrir de nouveaux débouchés aux marchandises, sans se préoccuper des bas salaires et du chômage. Limiter le rôle des parlements nationaux, à l'époque sensibles à la volonté populaire d'en finir avec la domination des trusts.

L'UE s'est constituée autour du marché du charbon et de l'acier (ce qui a produit la fermeture de toutes les mines françaises).

C'est un instrument du capital et son élargissement n'a pas changé sa nature. C'est une union des multinationales, une machine de guerre contre les conquêtes politiques et sociales des travailleurs.

Refuser cette Union Européenne ce n'est pas être nationaliste

Le nationalisme voudrait nous faire croire que tous les Français ont des intérêts communs « par nature ». C'est faux, car les premiers adversaires des salariés français sont leurs exploiteurs français. La question de la nation ne doit pas se poser en dehors de la solidarité internationale de classe.

Bien sûr, en France, la nation s'est souvent constituée au mépris des identités et des cultures locales ou régionales, au prix de guerres et de marchandages sordides.

Mais, au fil de l'histoire, le cadre national est devenu un cadre identitaire de conquête de droits sociaux, auxquels les étrangers, que l'histoire a poussés sur la terre de France, ont largement contribué et contribuent encore. Ce sont ces acquis historiques et cette diversité culturelle, qui constituent le vrai contenu de la nation française et le seul cadre dans lequel le peuple de France peut espérer s'approprier un jour, les richesses nationales aujourd'hui dans les

Copyright © Communistes de Vénissieux

mains du capital.

L'U.E. : une forteresse capitaliste

L'histoire de l'Union Européenne, c'est une succession d'attaques contre les salariés, les services publics, les systèmes de retraite et de sécurité sociale, le droit du travail et le droit syndical.

Des droits fondamentaux comme l'éducation, la santé, la protection sociale sont convertis en sources de profits pour le grand capital. Les exploitations agricoles familiales, la pêche artisanale sont ruinées, les artisans et les petites entreprises indépendantes sont écrasés sous la domination des groupes financiers et de la grande distribution.

Sur le plan monétaire, on peut voir aujourd'hui que l'Euro ne nous a protégé, ni de la fuite des capitaux, ni des délocalisations, ni des effets désastreux du capitalisme financier.

L'UE, qui refuse la libre circulation des hommes, contrairement aux marchandises, participe au pillage des pays pauvres, y compris de leur matière grise. En même temps, elle met des barbelés à ses frontières et adopte des lois de plus en plus répressives, sur le droit d'asile et l'immigration.

Elle se militarise et collabore dans des guerres impérialistes, comme en Afghanistan et en Irak. Sur « recommandation » de l'OTAN et de la Commission européenne, les dépenses militaires augmentent et la course aux armements reprend. Comme l'illustre depuis des années son incapacité à jouer un véritable rôle dans le conflit du Proche-Orient, l'Union Européenne n'est pas un contrepoids à l'empire américain, mais un état impérialiste en construction, tantôt allié, tantôt opposé aux USA, toujours dans l'intérêt des multinationales.

Être ou ne pas être ... dans l'Union Européenne

Si le Traité de Lisbonne avait été en vigueur en 2003, la France aurait sans doute été dans l'obligation de s'engager dans la guerre en Irak. Qui peut prétendre qu'une majorité de pays de l'U.E. s'y serait opposée ? Et qu'en serait-il aujourd'hui ? Les Norvégiens, les Islandais et les Suisses n'ont pas à se plaindre de ne pas être dans l'U. E. En Amérique Latine, le Venezuela, la Bolivie, Cuba et d'autres, face au projet US (ALCA) d'instaurer une forme d'alliance continentale équivalente à notre UE, n'ont pas eu peur d'inventer une autre forme de coopération internationale (ALBA) basée sur le progrès social.

Dans un monde global, où un habitant sur six meurt de faim, à cause en particulier de la domination de l'Europe et de l'Amérique du Nord, qui peut croire à la possibilité d'une « Europe sociale » dans une telle construction ?

Avoir du courage et de la cohérence politique A cette chimère nous opposons l'idée de faire preuve de courage politique et de capacité d'invention. Il est temps de sortir de cette alliance là et d'établir avec d'autres pays, pas seulement européens, des coopérations mutuellement avantageuses pour les peuples.

Copyright © Communistes de Vénissieux